



POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ

<http://www.convergence-nationale-rail.fr/>
convergence.rail@hotmail.fr

Les trains d'équilibre du territoire et les trains de nuit : un enjeu de société !

La question des trains d'équilibre du territoire (TET) et des trains de nuit résume à elle seule la politique de destruction du service public ferroviaire mise en œuvre par la direction SNCF depuis de nombreuses années. Depuis les années 2000, direction SNCF et gouvernements successifs travaillent conjointement pour organiser la casse de ces trains d'intérêt national qui transportaient 100000 voyageurs jour à comparer avec les 20000 voyageurs jours transportés par les autocars « MACRON » et notamment la filiale SNCF OUIBUS recapitalisée car déficitaire en 2015 et 2016 (à hauteur de 100 millions d'euros) !!!

Dès 2005, la SNCF avait tenté d'opérer un transfert de compétences d'une grande partie de ces circulations sur les régions, dénommés alors trains Inter régionaux. La mobilisation des usagers, des cheminots et de leurs syndicats, associée à la colère de nombreux élus avait permis un retrait de ce funeste projet.

Aujourd'hui, profitant du prétexte de l'austérité budgétaire, donc objectif de réduction des dépenses publiques, le gouvernement comme la direction SNCF remettent en cause les TET et les trains de nuit. Les villes moyennes, les territoires montagneux, ceux du sud de la France, les grandes liaisons transversales ont besoin de trains de grande ligne performants et notamment de trains de nuit. Pour les très longues distances, de 600km à 1500 km, le train de nuit est plus attractif que l'Intercité de jour. Et au-delà de 750km, le train de nuit reste nécessaire même en parallèle à une LGV. Il est donc urgent de maintenir l'existant, de rétablir les liaisons supprimées et de moderniser le matériel, sans se laisser abuser par la promesse hypothétique d'une LGV qui répondrait à tout alors que l'histoire a démontré qu'il existait et qu'il existe encore un potentiel non négligeable de voyageurs pour les trains de nuit.

Leur suppression a malheureusement de lourdes conséquences pour toutes les régions périphériques dont les habitants ne sont plus reliés entre eux par le mode ferroviaire. Depuis les territoires excentrés, il n'est plus possible non plus d'être tôt le matin à Paris. Ne parlons pas des transversales ignorées par le réseau LGV où les liaisons nocturnes s'avèrent indispensables. Les trains de nuit et les TET sont au cœur des problématiques de transition énergétique, de l'aménagement et de l'égalité des territoires, et du droit à la mobilité jusque dans les territoires périphériques et ruraux. Les TET et trains de nuits constituent un mode d'avenir car ce sont des outils essentiels de la transition énergétique et de la lutte contre le changement climatique. Ils contribuent également à lutter contre la désertification rurale et constituent un outil important d'aménagement du territoire. À ce titre, ils devraient faire l'objet d'un engagement financier important de l'État, tandis que devraient

cesser les subventions publiques aux compagnies aériennes « low cost » qui concurrencent durement les trains de nuit, sacrifient la desserte des villes moyennes, promeuvent le « dumping » social et émettent de très grandes quantités de gaz à effet de serre.

Le service public ferroviaire doit continuer d'être un outil pour répondre aux besoins croissants de mobilité et de développement économique du pays. La fuite en avant dans la libéralisation du secteur ferroviaire ne répond ni à l'intérêt général ni à des intérêts écologiques. Quelle ironie de transférer le flux voyageur du train vers la route, alors que les épisodes de pollution cet hiver dans notre pays ont été très courants et que de nombreuses villes ont pris des mesures de restriction de circulation des automobiles.

Au nom d'idéaux libéraux qui placent les questions de rentabilité financière au-dessus de la notion de service public comme d'intérêt général, la suppression des trains intercity (et de nuit) aura de graves conséquences pour l'ensemble des usagers, des cheminots mais également pour l'ensemble des citoyens. Par la remise en cause des TET, l'arrêt des trains de nuit on remet en cause l'égalité de tous les citoyens dans l'accès au transport ferroviaire. On remet également en cause l'unité territoriale nationale.

Il est inacceptable que pouvoirs publics et direction SNCF organisent la mise en place de déserts ferroviaires. Cette politique de casse du service public va à l'encontre même du principe républicain qui garantit une « République indivisible ». Le service public ferroviaire doit continuer à être un outil indispensable du maillage territorial par le maintien ou la création de lignes transversales de jour comme de nuit permettant une meilleure accessibilité pour chacun.

Matrice de notre égalité territoriale, le maillage ferroviaire doit demeurer.

A l'heure où l'austérité entend asphyxier les peuples, les services publics et notamment le service public ferroviaire continuent d'être un rempart contre les politiques néolibérales de l'Union européenne. La suppression des TET et des trains de nuit n'est pas acceptable. Ils doivent rester dans le giron de l'État, le transfert aux régions étranglées par l'austérité financière sera néfaste à leur développement, ce sont des trains d'intérêt national, comme le Bordeaux LYON que la région Nouvelle Aquitaine entend maintenir jusqu'àUSSEL (limite de région... mais plus proche de LYON !) !

Il est inconcevable que de nouvelles coupes sombres soient opérées dans le maillage du territoire au mépris des besoins de la population. Plus que jamais le service public ferroviaire constitue une réponse pour revitaliser les territoires. Le transport concerne chaque citoyen dans son quotidien, il est garant du lien social, de sécurité, d'économies d'énergie, de lutte contre l'artificialisation des terres, il est vecteur d'échange et il constitue un levier pour faire reculer les inégalités sociales et territoriales.

Les TET et trains de nuit sont des outils du Service Public Ferroviaire, qui assure un maillage territorial essentiel, garant d'une égalité d'accès au transport et de traitement pour chacun quel que soit son lieu de résidence en France.

Depuis sa création, la Convergence Nationale Rail, avec ses collectifs, comités, des syndicalistes, des associations, des collectivités, des élus progressistes, milite pour le maintien, la promotion, le développement d'un Service Public Ferroviaire de qualité pour toutes et tous.